

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal du Liban

Dossier

N° 151 du 16.01.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_libanais.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants .... idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

### Sommaire de la lutte pour la libération du territoire..

1-1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Georges Corm : Face au déni, il n'y a que la résistance.

1-2 Hariri: un document audio révèle la fabrication des faux témoignages.

2 Les brèves

2-1 Dagan évoque la force du Hezbollah et se dit hostile à une attaque contre l'Iran.

2-2 Expédition militaire américano-française vers le Liban.

3 Dossier

3-1 Six questions qui vous conduiront aux assassins de Rafik el Harriri.

3-2 Tribunal Spécial pour le Liban

a) Soraya Hérou : Une défense en trois volets qui embarrasse le TSL

b) Almanar « Que la justice internationale aille en enfer ».

c) Conelly : certains spéculent sur le TSL.

d) AlAkhhbar: la transaction de Gerhard Lemann enregistré sur une vidéo.

e) Londres prédit des violences.

f) Soraya Hérou : Un courant favorable au report de l'acte d'accusation émerge aux Etats-Unis...

h) Comment Israël veut provoquer une nouvelle guerre.

3-3 Alain Gresh : Jours intranquilles à Beyrouth.

3-4 Yahia Gouasmi : Compte à rebours avant une nouvelle guerre...

---

---

### 1-1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Georges Corm : Face au déni, il n'y a que la résistance.

Économiste et historien libanais, Georges Corm est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés au Proche-Orient et à la question religieuse. Il vient de publier le Nouveau Gouvernement du monde. Idéologies, structures, contre-pouvoirs, aux Éditions La Découverte.

Rencontre autour de la question palestinienne. Beyrouth (Liban), envoyé spécial.

**Question:** Des négociations directes avaient débuté entre Palestiniens et Israéliens. Elles sont maintenant stoppées en raison

de la poursuite de la colonisation. Quel est le contexte politique, notamment dans le cadre de la stratégie américaine ?

Georges Corm: Cette histoire de négociations de paix est un mauvais théâtre. C'est ce que j'ai appelé un « processus de paix qui vient remplacer la paix qui ne viendra jamais ». À chaque fois, ces processus permettent à l'État d'Israël de continuer la colonisation, d'affaiblir et de marginaliser encore plus les Palestiniens et, à chaque fois qu'on redémarre des négociations, d'avoir de nouvelles exigences qui sont, en général, inacceptables au regard du droit international et au regard des droits

légitimes du peuple palestinien sur sa terre. Rappelons-nous : le président Clinton avait, en 2000, refait des négociations à

Camp David qui avaient fait couler beaucoup d'encre puisque les Israéliens avaient accusé la partie palestinienne d'avoir refusé une offre extrêmement généreuse. Heureusement que Robert Malley, alors conseiller de Clinton, a rétabli la vérité en montrant que rien de sérieux n'avait été offert aux Palestiniens. George W. Bush refait le coup à Annapolis, en novembre 2007. Il est en fin de mandat et tout le monde sait que ça ne peut déboucher sur rien. Un grand spectacle médiatique.

**Question** :L'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche n'a-t-elle pas représenté une rupture ?

Georges Corm: Qu'a fait Barack Obama ? Il a changé le ton de George W. Bush. Il a prononcé un discours au Caire en

juin 2009, lequel confirme le cadre culturel et intellectuel : « Je parle à tous les musulmans du monde. » Ce qui confirmerait

une thèse un peu Huntington (auteur du Choc des civilisations – NDLR) qui serait qu'il y a un problème avec des musulmans, donc un Occident judéo-chrétien, comme il se définit maintenant, qui a un problème avec un Orient arabo-musulman. Entre parenthèses, quand vous mettez vos valeurs démocratiques sous un chapeau religieux, les valeurs judéo-chrétiennes, on est dans l'incohérence la plus totale. D'autant que le christianisme s'est bâti contre le judaïsme. Parler de valeurs judéo-chrétiennes ne me paraît pas très sérieux. On m'avait appris que les racines de l'Europe étaient gréco-romaines. Elles le sont

restées jusqu'à la fin des années soixante-dix ! J'ai appelé ça un « coup d'État culturel ». Pour revenir à Obama, le fond de son

discours était fort aimable, la rhétorique est très belle. Il a en plus appuyé son propos avec des sourates du Coran, ce qui lui a valu beaucoup d'applaudissements. Mais quand vous analysez le discours, vous vous rendez compte que, sur le fond, par rapport aux gouvernements américains précédents, il n'a rien cédé. Il a dit qu'il compatissait aux souffrances palestiniennes. Mais il n'a rien dit de plus. Comme d'habitude, il a appuyé les revendications de l'État d'Israël. Et comme d'habitude, on demande aux Palestiniens de ne pas tirer un seul coup de feu sur qui que ce soit. Ni sur l'armée occupante ni sur les colons. Ce qui est une logique qui ne débouche sur rien. Le discours en lui-même n'a rien apporté de nouveau. Au contraire. Il a

confirmé une politique américaine devenue traditionnelle : soutien sans limite à l'État d'Israël. Bush faisait cela avec un

mépris très fort des Arabes, avec une rhétorique islamophobe. Barack Obama a rectifié le ton, un ton poli, gentil, mais sur le fond, rien n'a changé. Il a bien un envoyé spécial pour le Proche-Orient, George Mitchell. Mais si vous faites l'historique des envoyés spéciaux au Moyen-Orient, qu'ils aient été des Nations unies, de l'Union européenne ou des États-Unis, je crois que trente volumes ne suffiraient pas. Tout ça n'a pas fait avancer d'un pas un quelconque respect des droits palestiniens. Rien n'a dissuadé Israël de poursuivre sa colonisation ou, plus récemment, de continuer d'encercler Gaza, en dépit de toutes les lois humanitaires.

On a d'abord parlé de négociations indirectes. Autant dire qu'on est dans le surréalisme complet. Et puis, grande victoire, enfin on arrache à Mahmoud Abbas – dont le mandat comme président de l'Autorité palestinienne est échu – le fait qu'il retourne négocier directement et sans condition alors que lui parle de l'arrêt de la colonisation. Donc, une nouvelle fois, on a eu droit au théâtre. De Washington, la scène se transporte à Charm el-Cheikh puis, comble de l'horreur, à Jérusalem. Car il s'agit d'abord de faire accepter le fait accompli d'Israël à Jérusalem, côté Palestiniens, alors qu'eux-mêmes ne peuvent

pratiquement plus y accéder ou y résider ! Alors que les saisies de propriétés palestiniennes à Jérusalem n'ont jamais été aussi

importantes, l'expansion des colonies de peuplement autour de Jérusalem continue. Ces négociations sont très payantes, électoralement, aussi bien pour M. Obama que pour M. Netanyahu, dont le gouvernement boite un peu et qui reçoit un appui américain, ce qui lui permet de survivre. Pour les deux partenaires concubins, l'opération est extrêmement payante. Pour les Palestiniens, absolument rien n'est changé. Il est absolument évident que ça ne va déboucher sur rien. Les Européens sont absents. Et puis, « business as usual » (business comme d'habitude – NDLR). Une fois les négociations échouées, on referra des campagnes médiatiques pour dire que les Palestiniens ont, une fois de plus, loupé le coche, ou on mettra ça sur le compte de la division inter palestinienne... Cela dure depuis 1948.

**Question** : Les Palestiniens ont-ils vraiment les moyens de s'opposer à cela et de refuser de retourner à la table des négociations ?

Georges Corm : Bien sûr ! Ils n'ont qu'à dire : « On va négocier pour quoi ? » Aujourd'hui, tout le monde le dit : il y a eu des

rapports des Nations unies, de l'Union européenne, mis dans des tiroirs, des articles comme ceux de Régis Debray, qui le

montrent : il n'y a pas de possibilité de créer un État palestinien en Cisjordanie. On sait très bien qu'un échange de territoires,

s'il a lieu, ce sera quelques arpents de désert pour les Palestiniens contre des superficies très importantes de la Cisjordanie pour les Israéliens où l'agriculture est possible et où se trouvent les nappes phréatiques qu'Israël pille déjà et qui diminuent rapidement. Il est illogique de demander à un peuple occupé de négocier avec son occupant, de protéger l'armée de l'occupant et les implantations que l'occupant développe en violation du droit international. Dès le départ, nous sommes dans une situation complètement viciée. C'était déjà le problème des accords d'Oslo. Avec Edward Saïd et d'autres, je les avais dénoncés à l'époque, en faisant remarquer que les Palestiniens se mettent la corde autour du cou. Un occupant, on le chasse. Et quand il n'obéit pas aux résolutions des Nations unies et aux principes du droit international, il n'y a que la résistance armée. Il n'y a pas autre chose.

**Question** : Les implications régionales sont évidemment multiples : l'Irak, l'Afghanistan, l'Iran...

Georges Corm : Tout ça nous éloigne du problème principal. Les intellectuels admirateurs d'Israël essaient de tout lier ensemble ou parfois de tout séparer, en disant que les dossiers n'ont rien à voir les uns avec les autres. Il est certain que lorsqu'il y a un mouvement de résistance à une occupation, ce mouvement de résistance a besoin d'appuis extérieurs. Le FLN algérien était soutenu par l'Égypte, les Palestiniens ont utilisé le territoire jordanien quelques mois, puis le territoire libanais. Puis ils ont reçu des moyens financiers venus d'un peu tous les États arabes, c'était la belle époque de l'OLP au Liban. Aujourd'hui, l'aide arabe ne va plus au Hamas, qui continue la lutte armée, et donc l'Iran a rempli un vide. Ça fait crier mais moi, en tant que Libanais, je ne peux pas en vouloir à l'Iran d'avoir aidé le Hezbollah à libérer un territoire occupé. Si les Européens et les Américains ont un problème avec l'Iran, ce n'est pas le mien.

**Question** : Comment sortir de l'impasse ?

Georges Corm : Cela prendra des décennies. Si on regarde la carte de la Palestine, il est bien évident qu'à long terme, quand les choses auront mûri dans la psychologie israélienne et chez les décideurs européens et américains, la seule porte de sortie pour tout le monde est une solution à la sud-africaine. Continuer à parler de deux États est surréaliste. Plus la situation traîne, plus vous aurez des opinions publiques arabes et, comme on dit, musulmanes ou islamiques, qui vont devenir « anti-occidentales ». Parce que cette politique de deux poids deux mesures depuis 1947 en faveur d'Israël et à l'encontre des droits des peuples de la région, des Palestiniens mais autrefois aussi des Libanais, n'est pas supportable. Tout le monde oublie le

nombre d'années où le Liban a été occupé. Par rapport aux 30 000 morts qu'Israël a faits l'été 1982 à Beyrouth, les choses

sont presque meilleures aujourd'hui. 2006, attaque du Sud Liban, il y a eu 1 400 victimes, plus de 3 000 blessés et de

nombreuses destructions. À Gaza, il y a eu plus de 1 500 morts. En tant que libanais, je me souviens des 30 000 morts et des

trois mois pendant lesquels Beyrouth-Ouest a été assoiffée, encerclée, bombardée par terre, par mer et par air, sans interruption. Dans un certain sens, la machine de guerre israélienne n'a plus les capacités de faire ce qui a été fait au Liban en 1982. Et en 2006, cette machine a dû s'arrêter. Elle n'a pas pu continuer. L'État d'Israël est entrain de trouver les limites de sa puissance. Évidemment, l'élément iranien est présent. On joue beaucoup dessus en disant que si l'Iran a la bombe atomique, l'existence d'Israël est menacée. Le raisonnement est très spécieux. Vous avez un État ultra-islamique, le Pakistan, dont on pense tous les jours qu'il va s'effondrer dans les quarante-huit heures qui suivent, qui a la bombe atomique et ça n'empêche personne de dormir.

**Question :** Vous avez noté que l'Union européenne était singulièrement absente des discussions. Comment expliquez-vous

cela ?

Georges Corm : Cela arrange beaucoup l'Europe. Parce qu'il y a la mauvaise conscience européenne et les Européens préfèrent laisser faire les Américains. Quant à la France, si vous enlevez l'épisode du général de Gaulle... Tant qu'Israël est un espace sacré de nature eschatologique par rapport aux Européens, il n'y a pas de solution. Si l'Europe ne revient pas à un républicanisme laïc dans l'approche du conflit, il n'y a pas de solution. L'approche du conflit ne peut être que profane.

Entretien réalisé par Pierre Barbancey

Source: <http://humanite.fr/>

19/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=166549&language=fr>

---

## 1-2 Hariri: un document audio révèle la fabrication des faux témoignages.

La chaîne de télévision indépendante libanaise NewTV a diffusé samedi 15 janvier un enregistrement audio d'une réunion secrète, tenue en 2005 à Marbella (Espagne). Y participent (de gauche à droite sur le photo-montage utilisé pour illustrer la bande son) : Saad el-Hariri (fils de l'ancien Premier ministre assassiné), Mohamed Zuhair as-Siddik (le principal faux témoin), le commissaire Gerhard Lehman (numéro 2 de la Commission d'enquête onusienne) et Wissam el-Hassan (bras droit de Saad Hariri et directeur des services de renseignement).

Au cours de la réunion, les conjurés décident de faire retomber le meurtre de Rafik el-Hariri sur quatre généraux libanais et neuf personnalités syriennes. Ils discutent aussi du paiement et de la protection du faux témoin. Rappelons qu'à la suite de cette réunion, quatre généraux libanais furent arbitrairement incarcérés durant quatre ans. Israël profita de la décapitation des services de sécurité libanais pour attaquer le pays. Sur la base du faux témoignage de M. as-Siddik, la Commission mit en cause les présidents en exercice de la Syrie et du Liban, Bachar el-Assad et Emile Lahoud, tandis que les Etats-Unis menacèrent d'intervenir militairement pour les arrêter. Le complot s'effondra lorsque les services secrets syriens démontrèrent l'inanité du faux témoignage.

Le Tribunal spécial pour le Liban a jusqu'à présent refusé d'enquêter sur « l'affaire dans l'affaire » (les faux témoins) et a refusé de remettre aux quatre généraux injustement incarcérés les documents qui leur permettraient de se retourner contre leurs accusateurs.

Le commissaire allemand Lehman a été mis en cause dans son pays comme agent de la CIA impliqué dans le programme d'enlèvement, de séquestration et de torture en Europe. Il a été formellement reconnu par une des victimes.

Après avoir séjourné en France, Mohamed Zuhair as-Siddik a disparu, avant d'être retrouvé aux Emirats arabes unis où il a été brièvement incarcéré pour immigration illégale et usage de faux passeport. Lors d'une conférence de presse donnée au moment de sa libération, il a affirmé avoir reçu un faux passeport tchèque de la main du président français Nicolas Sarkozy.

Depuis plusieurs semaines, de hauts responsables du Tribunal —voyant la chute de celui-ci imminente— se sont mis à vendre au prix fort les documents auxquels ils ont accès.

Egalement en violation du secret de l'instruction, l'acte d'accusation aurait été présenté à New York la semaine dernière par le département d'Etat US au roi Abdallah Ier d'Arabie saoudite, au président français Nicolas Sarkozy et à Saad Hariri (alors Premier ministre libanais), indique la presse libanaise. Il avait été prévu de le rendre public samedi 15, mais cela a été reporté au lundi 17 en raison de la démission du gouvernement libanais. Les ministres états-unien et français des Affaires étrangères, Hillary Clinton et Michèle Alliot-Marie ont publiquement commenté le contenu de l'acte d'accusation confirmant ainsi qu'elles en avaient illégalement eu connaissance

Dimanche 16 janvier 2011

[http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Reseau\\_Voltaire.160111.htm](http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Reseau_Voltaire.160111.htm)

---

---

## 2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 2-1 Dagan évoque la force du Hezbollah et se dit hostile à une attaque contre l'Iran.

L'ancien chef du service des renseignements israéliens, le Mossad, Méir Dagan, a affirmé que le Hezbollah est doté d'une grande force militaire dépassant celles de 90% des pays du monde, c'est ce qu'a rapporté vendredi la radio publique.

Dagan a par ailleurs, déclaré qu'une attaque israélienne contre les installations nucléaires de l'Iran était injustifiée à ce stade.

Le chef du Mossad a fait ces déclarations lors d'une cérémonie de passation de pouvoirs à son successeur, un vétéran du service, Tamir Pardo, jeudi soir au QG du Mossad.

Il a affirmé qu'une telle attaque ne se justifiait qu'en dernier recours, indiquant que tel n'est pas le cas, vu que, selon ses prétentions, l'Iran ne se doterait pas d'une capacité nucléaire avant 2015 compte tenu d'une série de retards.

Dagan avait déjà déclaré dans le passé qu'"Israël" ne devait lancer une opération militaire contre l'Iran "que s'il avait le couteau sur la gorge".

"Israël", la plus grande puissance nucléaire dans la région, se dit menacé par les ambitions nucléaires de l'Iran, et des responsables israéliens n'ont pas exclu l'option militaire pour neutraliser son programme nucléaire.

07/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=169038&language=fr>

---

### 2-2 Expédition militaire américano-française vers le Liban.

Le site israélien Debka file, proche des milieux d'espionnage de ce régime, écrit que deux navires de guerre, américain et français, en Méditerranée, se sont dirigés vers les eaux libanaises.

Ce site prétend que ce mouvement a lieu pour empêcher les heurts militaires entre le Hezbollah et Israël, à la suite de l'effondrement du gouvernement libanais. Selon les sources militaires américaines, à Washington, les Etats-Unis ont ordonné à leurs forces offensives baptisées «Enterprise» de se tenir prêtes à se diriger vers les frontières libanaises. Ce site a prétendu que l'objectif des Etats-Unis est d'empêcher les conflits frontaliers, au Liban. Le site Debka file ajoute que les Etats-Unis ont été, ces derniers jours, le théâtre de vastes contacts entre Obama et le roi saoudien, le président français et le Premier ministre libanais, Saad Hariri, pour coordonner les positions de l'Occident, au sujet du TSL. Et ce, alors que le secrétaire général de la Ligue arabe a mis en garde, quant aux conséquences dangereuses d'une crise politique libanaise, avant d'inviter les deux parties à la retenue, pour arriver à une solution. Par ailleurs, le président du parlement libanais a déclaré, aujourd'hui, que le Président Michel Sleimane débutera ses consultations, lundi prochain, pour la désignation du nouveau Premier ministre.

14/01

<http://french.irib.ir>

---

## 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 3-1 Six questions qui vous conduiront aux assassins de Rafik el Harriri.

Rafik el Harriri à été assassiné pour une raison ou pour beaucoup de raisons différentes.....

la découverte des raisons vous mènera automatiquement aux assassins.

Vous perdez votre temps en accusations hâtives: Les USA et la France accusent la Syrie, Israël dit que c'est le Hezbollah !!

Chacun accuse commodément, son propre ennemi, moi aussi , et je l'ai toujours dit..... c'est Israël qui l'a fait !!

**Mais** dans l'intérêt de l'honnêteté et de l'intégrité et dans l'intérêt d'une enquête logique , j'aimerais poser **6 questions** dont les réponses conduiront aux assassins ,

en excluant ceux qui sont improbables et en écartant les illogismes.

1- Les assassins haïssaient de la même manière: le Liban et la Syrie\_et le Hezbollah , tous ensemble.

2- Les assassins voulaient l'armée syrienne hors du Liban.

3- Les assassins voulaient déstabiliser le Liban politiquement et fragmenter son tissu social.

4- Les assassins voulaient saboter ou paralyser la dynamo économique-financière du Liban qui était Rafik el Hariri, lui-même.

5- Les assassins voulaient placer le Hezbollah sur la liste des terroristes que Hariri avait réussi à empêcher.

6- Les assassins n'avaient aucune objection à ce que le Liban soit faible et divisé

Les assassins ont planté les preuves matérielles sur le terrain qui ne sont là que pour égarer et tromper les enquêteurs.

Aussi, les enquêtes judiciaires classiques sont-elles condamnées à nous donner des conclusions erronées et des accusations erronées.

**Découvrez par vous-même un suspect qui répond à au moins quatre des six questions**

(J'en ai trouvé un qui répond aux six.... devinez qui !!)

[Ne procédez pas scientifiquement ni académiquement](#)

**Utilisez juste votre logique !!**

<http://arabefrustre.blogspot.com/>

---

## 3-2 Tribunal Spécial pour le Liban

### a) Soraya Hérou : Une défense en trois volets qui embarrasse le TSL

Et de trois! Avec la dernière conférence de presse du chef du bloc parlementaire de la résistance hajj Mohammed Raad avec l'ancien membre du Conseil Constitutionnel Sélim Jreïssaty, le Hezbollah a bouclé sa campagne en trois temps pour montrer les failles du TSL et de l'enquête internationale et du TSL. Cette campagne magistrale avait commencé par un premier discours du secrétaire général sayed Hassan Nasrallah dans laquelle il avait donné les grandes lignes de son action qui ne sera pas basée sur des slogans et des condamnations mais sur des éléments concrets. Comme à son habitude, il a tenu parole. Sayed Nasrallah a commencé par adresser des messages clairs à ses partenaires au sein de la nation, notamment le leader du PSP et le Premier ministre, pour leur préciser que le TSL et l'acte d'accusation annoncés sont une affaire grave qui met en cause l'avenir du Liban. Dans une conférence de presse unique en son genre au Liban, le sayed est ensuite entré dans le vif du sujet, dévoilant à l'opinion publique un faisceau d'indices montrant une éventuelle implication israélienne dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. Documents inédits à l'appui, il a montré comment les avions israéliens avaient l'habitude de surveiller les déplacements de cheikh Rafic, comment un de leurs espions se trouvait sur place la veille de l'assassinat, comment encore les avions Awacs surveillaient le Liban le jour de l'attentat et enfin, comment grâce aux aveux de nombreux espions arrêtés par les services libanais, Israël avait l'habitude d'introduire au Liban des équipes de commandos ainsi que des valises noires contenant des explosifs. Croyant pouvoir réduire la portée de ces données, certaines voix au sein du 14 mars se sont empressées de contester les éléments de preuve apportés par sayed Nasrallah. Mais ce sont les Israéliens eux-mêmes qui ont confirmé l'authenticité des images aériennes divulguées par le secrétaire général du Hezbollah, assurant qu'elles ont bel et bien été prises par des drones israéliens, tout en étant choqués par la capacité du Hezbollah de capter et de déchiffrer ces images. Sayed Nasrallah a ainsi ouvert en grand une piste israélienne dans l'assassinat de Premier ministre Rafic Hariri.

Dans le second volet de la campagne, c'est le président de la commission parlementaire des télécommunications le député Hassan Fadlallah qui a donné une conférence de presse conjointe avec le ministre des Télécoms Charbel Nahas et les experts du ministère. L'objectif était de montrer grâce à des données scientifiques comment les Israéliens contrôlent le secteur des télécoms au Liban. Appuyant leurs dires de documents concrets, les participants à cette conférence de presse ont non seulement prouvé que les Israéliens écoutent l'ensemble des communications libanaises, mais ont aussi la capacité de manipuler les communications et de semer des puces dans les téléphones portables, selon une technologie ultra-sophistiquée. De la sorte, le Hezbollah a discrédité le principal élément de preuve sur lequel repose, selon les prétendues fuites, l'acte d'accusation du procureur Bellemare. Là aussi, le 14 mars n'a pas pris la peine de répondre sur les données scientifiques, se contentant d'un rejet global du contenu de la conférence de presse et d'attaques personnelles contre le ministre Charbel Nahas.

Le troisième volet de la campagne a été encore plus percutant. Grâce à des arguments fondés sur des textes juridiques et des études rédigées par le président du TSL, à l'époque où il n'avait pas encore été désigné pour ce poste, Hajj Mohammed Raad et le professeur Sélim Jreïssaty ont exposé les lacunes dans la formation du TSL qui a bafoué les règles constitutionnelles libanaises (puisque ni le président de la République ni le Parlement n'ont été consultés pour négocier la convention signée avec le Conseil de sécurité et approuver les statuts du TSL), ainsi que les irrégularités des amendements de son code de procédure, notamment dans le système de preuves basé sur l'acceptation des preuves indirectes et les violations des droits de la défense à travers l'acceptation des témoignages écrits et secrets ainsi que le non respect des normes élémentaires de la justice internationale à travers l'acceptation du jugement par défaut. Le Pr Jreïssaty a ensuite lu une étude rédigée par le président du TSL Antonio Cassese après son expérience dans le tribunal international pour l'ex-Yugoslavie dans laquelle il affirme que la justice internationale est un instrument entre les mains des grandes puissances pour exercer des pressions sur des Etats, un peu comme les sanctions économiques. Une fois de plus, il n'y a eu aucune réaction sur le fond, le 14 mars se contentant d'attaquer le Pr Sélim Jreïssaty et de s'accrocher au TSL. Pourtant, les milieux concernés, notamment ceux du TSL, savent combien les éléments développés par le Hezbollah sont importants et provoquent une véritable crise de crédibilité pour ce tribunal. Le Hezbollah a ainsi voulu bâtir sa position sur des faits concrets irréfutables. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les ripostes ont été si faibles et pratiquement hors sujet. Le camp du 14 mars mais aussi les parrains internationaux du TSL sont embarrassés et cherchent désormais à sauver la face en affirmant que même si l'acte d'accusation du procureur Bellemare est remis au juge de la mise en état Daniel Fransen, ce sera ce dernier qui décidera de le publier ou

non. Ils se sont ainsi accordé un délai supplémentaire pour ouvrir la voie à un nouveau compromis. Le langage menaçant au sujet de l'acte d'accusation de Bellemare a bel et bien été abandonné. C'est là une preuve de plus de la réussite de la campagne menée par le Hezbollah. Même ses adversaires sont obligés de reconnaître que ces cibles ont atteint leur objectif. Reste à avoir si un tribunal qui se veut professionnel et juste peut continuer à fonctionner après toutes ces révélations.

Soraya Hérou

13 décembre

Source : Fadwa Nassar

---

### b) Almanar « Que la justice internationale aille en enfer ».

De plus en plus de Libanais affichent leur manque de confiance en le Tribunal spécial pour le Liban, (TSL) chargé d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri.

« Le martyr est le nôtre (en allusion à Hariri) et que « "la justice internationale" aille en enfer », est le titre que le célèbre rédacteur en chef et éditorialiste du journal de grande diffusion AsSafir, Talal Salmane, pour son éditorial de ce lundi.

Et Salmane d'accuser « "la justice internationale" d'être exploitée (par les Américains) pour se substituer à l'occupation militaire et réaliser ce que cette dernière est incapable de faire ».

Salmane estime qu'après avoir accusé à tort la Syrie pendant près de quatre ans, les tenants de la "justice internationale" (transcrite dans le texte arabe entre guillemets), se sont rendus compte qu'il leur est plus profitable d'accuser le Hezbollah, ou de soi-disant éléments indisciplinés, car « ceci implique une accusation de la Syrie, de tous ceux qui veulent affronter l'occupation, américaine en Irak et israélienne en Palestine, ainsi que de l'Iran indomptable de point de vue nucléaire »

Alors que cette même "justice internationale" prépare la division du Soudan, et celle l'Irak (le chef Barazani a déclaré samedi dernier que les Kurdes exigent l'autodétermination), signale-t-il.

Le rédacteur en chef du journal libanais a assuré que le Liban, dont « le peuple est depuis six ans mis sur le banc des accusés, sera plus fort que cette « justice internationale » et ses juges, qui n'ont jamais aimé les Arabes, et sont connus pour leur malhonnêteté...

Assurant que les égarés découvriront à sa juste valeur cette "justice internationale" dont les « états » dirigés par les États-Unis et Israël jugent les peuples démunis, pour s'accaparer leur choix, et leur confisquer leur souveraineté et indépendance.

Salmane a également condamné les régimes arabes pour leur loyauté à l'ami de Washington et leur position qui refuse toute sorte de résistance et d'opposition : « ils se sont usés du crime, et du sang qui s'est écoulé injustement, et l'ont exploité sous prétexte de vouloir faire face à « ces dissidents hors de la communauté internationale », et qu'ils sont opposés au processus de paix », leur reproche-t-il.

S'étonnant que l'américain soit devenu source de justice alors que c'est lui qui a occupé l'Irak, qui est le partenaire d'Israël qui a éradiqué la Palestine de la carte, et son partenaire dans les différentes invasions israéliennes du Liban.

« Le martyr est le nôtre, nous sommes les plus concernés par la divulgation de ses assassins et leurs objectifs, sachant qu'ils disposent d'une compétence internationale dans les assassinats et la destruction des patries des autres », a-t-il signifié.

Et de conclure : « que cette "justice internationale" aille en enfer ».

13/12/2010

<http://www.almanar.com.lb>

---

### c) Connelly : certains spéculent sur le TSL.

L'ambassadeur des États-Unis au Liban Mora Connelly a déclaré que son pays n'accuse personne, et qu'il revient au Tribunal spécial pour le Liban de le faire.

Dans un entretien accordé au quotidien libanais AnNahar, Connelly a réaffirmé le soutien de son pays au TSL, arguant que son pays ne s'ingère pas dans ses affaires, et croit que personne ne devrait s'y ingérer ».

« D'aucuns avancent des spéculations chaotiques sur le processus du TSL, mais tant qu'il n'y a pas d'acte d'accusation officiel sur les assassinats, personne ne peut prétendre connaître son contenu », a-t-elle ajouté.

Selon elle, il n'est pas question d'admettre le recours à la violence pour changer le processus du tribunal international ; et de signaler qu'il n'y a aucune raison d'avoir peur pour la situation, tout en restant aux aguets.

19/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=166552&language=fr>

---

### d) AlAkhbar: la transaction de Gerhard Lemann enregistré sur une vidéo.

Les révélations de Sayed Hassan Nasrallah sur l'implication du vice-président de la commission d'enquête internationale, Gerhard Lemann, dans la vente des documents secrets de l'enquête internationale pour 50 000 dollars, continue de faire couler de l'encre.

Ce lundi, le quotidien libanais AlAkhbar a rapporté que cet incident a eu lieu avant la fin du mandat du Juge Detlev Mehlis.

Citant des sources bien informées, le quotidien poursuit que Lemann, se rendait à un chalet près de Jounieh, à 20 km au nord de Beyrouth. Il passait, avec des amis libanais, beaucoup de temps avec des « femmes de bars ».

Là-bas il a eu un contact avec une personne libanaise, (appartenant à une des forces de l'opposition), qui lui a

proposé cette transaction.

Toujours selon cette source, Lemann a accepté et promis d'envoyer, au prochain rendez-vous, tous les documents liés à l'enquête en cours, dont les témoignages de la majorité des dirigeants du 14 mars, qui ont accusé la Syrie et le Hezbollah dans l'assassinat de Hariri.

Au prochain, rendez-vous, Lemann, est en effet venu au chalet en question. Ses « amis libanais » qui l'attendaient avaient installé une caméra vidéo qui a enregistré en quelque minute la transaction : le dialogue entre les deux parties et la remise des documents de l'enquête contre 50000 dollars ou plus!

20/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=166587&language=fr>

---

### e) Londres prédit des violences.

Les spéculations ne cessent de circuler à l'approche de la publication de l'acte d'accusation sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri.

Dans ce contexte, Londres s'est dit préoccupé de la situation au Liban et a prédit des violences le mois prochain. "Nous sommes inquiets à propos du Liban. Ce sera l'une de nos préoccupations au cours des prochaines semaines", a affirmé dimanche le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, à la chaîne Sky News .

Le Liban et le Soudan sont "deux pays qui, en janvier, doivent de toute évidence être observés en cas de crise politique ou de violences", a-t-il ajouté, annonçant une augmentation de la contribution britannique au financement du TSL.

20/12/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=166579&language=fr>

---

### f) Soraya Hérou : Un courant favorable au report de l'acte d'accusation émerge aux Etats-Unis...

Londres, le 22 décembre 2010

Il est désormais certain que le Liban est entré dans une sorte de période de trêve au moins jusqu'au mois de janvier. Les menaces concernant la publication imminente de l'acte d'accusation du TSL connaissent une pause et le Conseil des ministres est en congé des fêtes de fin d'année. Toutefois, les agressions verbales du camp du 14 mars contre le Hezbollah et l'opposition en général ne semblent pas vouloir baisser d'un cran, comme si ce camp, se sentant en perte de vitesse n'a le sentiment d'exister que s'il acte ses adversaires. Le camp du 14 mars multiplie donc les déclarations dans lesquelles il affirme que ce n'est que partie remise et que l'acte d'accusation du TSL devrait paraître au plus tôt, ajoutant que le Hezbollah se comporte comme un accusé. Ces menaces à peine déguisées sont étayées par des déclarations de responsables occidentaux comme ministre britannique des AE qui a annoncé récemment que le Liban connaîtrait des troubles à partir du mois de janvier 2011. Ces déclarations sont d'ailleurs étonnantes surtout de la part de responsables occidentaux qui en principe ne se permettent pas d'annoncer ce genre de mauvaises nouvelles ouvertement et les transmettent généralement, lorsqu'ils en ont par des voies diplomatiques ou sécuritaires. Mais voilà, au Liban rien ne se passe jamais comme dans le reste du monde. Ces déclarations intempestives ressemblent en effet plus à des menaces visant à maintenir la pression sur le Hezbollah et l'opposition, plutôt qu'à des données vérifiées. C'est comme si la communauté internationale craignait que le report évident de l'acte d'accusation (il avait été annoncé pour l'été, puis pour septembre et récemment pour décembre) ne permette au Hezbollah de sentir qu'il a gagné la première manche et par conséquent d'affaiblir encore plus le camp du 14 mars déjà affaibli par ses mauvais choix, ses changements d'orientation (comme le voyage en Iran du Premier ministre Saad Hariri) et les fuites de Wikileaks qui montrent le double langage d'une grande partie de ses membres. Pourtant, selon des sources diplomatiques bien informées, le Hezbollah pourrait ne pas avoir gagné la première manche mais peut-être toute la bataille du TSL. Ces sources révèlent en effet qu'il existe un courant de plus en plus important au sein de l'administration américaine, notamment dans le National Security Council, qui penche pour la non publication de l'acte d'accusation dans un proche avenir. Selon ces sources, la thèse de ce courant repose sur les données suivantes : d'abord la menace de la publication de l'acte d'accusation est plus utile comme moyen de pression que sa publication effective. De plus, si cet acte est publié, sans entente préalable entre les Libanais, le Hezbollah et l'opposition risquent fortement de mettre à exécution leurs menaces de réagir. Sans avoir une idée précise du plan d'action de l'opposition, les partisans de cette théorie sont convaincus que celle-ci placera le pays sous son contrôle, avec ou sans violence, (et si elle renverse la majorité parlementaire sans le moindre acte de violence, la communauté internationale ne peut qu'accepter ce processus politique démocratique- tous les diplomates et émissaires internationaux sondés sur cette question y ont répondu très clairement). Dans ce cas, le camp du 14 mars ne sera plus au pouvoir ou y sera minoritaire, sans moyen d'influer sur les décisions importantes. De la sorte, la communauté internationale serait privée de son meilleur allié au Liban, qui basculerait presque entièrement dans l'axe dit syro-iranien. Les intérêts occidentaux recevraient ainsi un coup important puisqu'ils perdraient une prise directe sur le cours des événements au Liban et en l'absence d'un plan d'agression israélien clair et aux résultats garantis, cela risquerait de renforcer encore plus l'opposition et le Hezbollah en particulier. Dans ce contexte, ce courant pencherait donc vers un report de la publication de l'acte d'accusation pour une période prolongée, de manière à maintenir la pression sur le Hezbollah tout en observant l'évolution des données régionales, notamment le dialogue entre la communauté internationale et l'Iran.

Un autre courant au sein de l'administration américaine, notamment au Département d'Etat traditionnellement plus proche du lobby sioniste, pense au contraire qu'il faut publier l'acte d'accusation au plus tôt pour accélérer le processus de déstabilisation du Liban et de division des Libanais. Jusqu'à présent, le premier courant semble en train de marquer des points et s'il y a eu un nouveau report, c'est qu'il peut y en avoir d'autres. Sans oublier le fait que le TSL est en train de se transformer en fardeau avec les irrégularités juridiques dans les amendements de son statut, les révélations de Wikileaks sur les contacts entre le procureur Bellemare et les renseignements américains. Ce n'est sans doute pas un hasard si dans son



dernier discours politique le secrétaire général du Hezbollah sayed Hassan Nasrallah a affirmé que des scandales pires que ceux de Wikileaks attendent le TSL... Pour l'instant donc, on ne peut pas dire qu'un courant américain a remporté la partie. Mais aux Etats-Unis et au sein de la communauté internationale, de plus en plus de voix penchent vers un report de l'acte d'accusation... Le camp du 14 mars ne peut pas ignorer cette tendance et il cache ce nouveau camouflet en haussant le ton. Une fois de plus, il vit dans ses illusions et le réveil n'en sera que plus dur.

Soraya Hérou

Source : Fadwa Nassar

---

## h) Comment Israël veut provoquer une nouvelle guerre.

Le prétendu « Tribunal Spécial pour le Liban » (TSL) s'apprête à publier ses conclusions.

On sait que ce soi-disant tribunal créé par les Nations Unies – en réalité par les USA et ses complices européens – n'a poursuivi que deux buts : disculper par avance Israël et l'Occident dans le drame que connaît le peuple libanais depuis des dizaines d'années, et pousser à des guerres intercommunautaires entre Chrétiens, Sunnites et Chiites en désignant un coupable sur mesure.

Le coupable sur mesure visé par ce pseudo-tribunal est bien entendu le Hezbollah. Parce qu'il a su infliger une défaite militaire à l'entité sioniste en 2006, et surtout parce qu'il a su transformer cette victoire militaire en victoire morale et politique dans toute la région. Le Hezbollah est la cible privilégiée d'Israël et des États-Unis au Liban. Toutes les manœuvres consistent donc à le stigmatiser, afin de l'isoler et de le faire combattre par d'autres Libanais. Comptant sur des réflexes communautaires – que tous les colonialistes ont toujours su exploiter – le sionisme espère faire coup double : plonger à nouveau le Liban dans la guerre civile, et marginaliser le Hezbollah. Ces manœuvres ne sont pas nouvelles dans la région. Mais aujourd'hui, elles se heurtent à plusieurs obstacles. Tout d'abord l'expérience que les Libanais ont acquise, au prix du sang et de la souffrance, expérience qui complique les manipulations. D'où la création d'un Tribunal « onusien » afin de donner plus de vernis à l'opération... Le souci est que l'opinion publique, surtout musulmane, sait très bien que le Conseil de Sécurité de l'ONU est entre les mains du sionisme international (c'est le deux poids, deux mesures, au service de l'entité sioniste)

Ensuite, il y a l'influence du Hezbollah au sein du peuple libanais. Cette influence dépasse les habituels clivages religieux et communautaires. Pour de nombreux Libanais non chiites, le Hezbollah est d'abord le parti de la Résistance et de la dignité : l'affronter ne pourrait que souder davantage la population autour du Hezbollah. D'ailleurs, jusqu'à présent, chaque agression sioniste a renforcé le camp de la Résistance, c'est-à-dire celui du Hezbollah.

Un autre obstacle – mais non des moindres – est la crainte pour les sionistes qu'une nouvelle guerre au Liban n'enflamme toute la région. En effet, le Front de la Résistance (Iran, Syrie et sans doute la Turquie) restera-t-il à l'écart d'un tel conflit ? Sans parler des opinions publiques des États arabes (dont les gouvernants se sont soumis à Israël); opinions qui pourraient se retourner contre leurs dirigeants. Mais le pire est toujours à craindre avec le sionisme. Conscients de vivre leur dernière étape, certains dirigeants sionistes pourront être tentés par l'aventure guerrière pensant que l'Europe et les États-Unis suivront, comme toujours... Les lobbies sionistes sont justement là pour entraîner les autres nations dans des guerres au profit d'Israël.

Et la France ? Que fait-elle de ses liens privilégiés avec le Liban ? Que fait-elle de l'influence qu'elle a eue dans cette région du monde ? Tout a malheureusement été bradé afin de servir Tel Aviv et son lobby en France. L'alignement de Paris sur Tel Aviv et Washington a transformé notre pays en auxiliaire – souvent zélé comme savent l'être les larbins – de la politique sioniste ! Il y va pourtant de la guerre ou de la paix ! Curieusement, c'est un sujet capital qui n'est jamais abordé par « nos » présidentiables ! Demandez-vous pourquoi... Sans doute parce qu'ils roulent tous pour le CRIF (Conseil Représentatif d'Israël en France). Tous, excepté le Parti Anti Sioniste, une voix libre de toute allégeance envers le lobby et qui parle aux Français de leurs vrais problèmes !  
Le journal du P.A.S

Chaque semaine le Parti Antisioniste nous propose un journal vidéo consacré essentiellement à l'influence du sionisme au plan national et international.

<http://www.toutsaufsarkozy.com/cc/article02/EkAupAFVuppARbwfrZ.shtml>

---

## 3-3 Alain Gresh : Jours intranquilles à Beyrouth.

La révolution tunisienne a permis à la presse libanaise une courte pause. Les quotidiens du 15 janvier titrent sur la victoire du peuple, reprenant les mots d'un poème que tous les écoliers arabes ont appris, « *si un jour le peuple veut vivre, alors la nuit doit finir...* » [1]

Mais ni ce coup de tonnerre dans le ciel arabe, ni même la visite officielle du prince de Monaco, reçu par le président Sleimane, n'ont pu venir à bout des inquiétudes qui ont saisi le Liban depuis la démission du gouvernement et l'annonce que « le procureur du Tribunal spécial remettra ses mises en accusation lundi », le 17 janvier, pour examen par le juge (LeMonde.fr, 15 janvier). Le pays vit au ralenti, la circulation, toujours difficile, est plus fluide, le soir certains quartiers ont perdu de leur animation.

Les révélations (qu'il faut prendre avec une grande prudence, d'autant qu'elles avaient déjà été faites en décembre et sont « relancées » aujourd'hui) par un site conservateur américain Newsmax.com (14 janvier), selon

lesquelles le rapport ne mettrait pas seulement en cause des membres du Hezbollah, mais aussi l'ayatollah Khamenei et d'importants responsables syriens, ont fait monter la tension (Ken Timmerman, « [Israël Cautiously Monitors Lebanese Crisis](#) »).

Les 17 et le 18 janvier, le président mènera des consultations avec les membres du parlement et devrait proposer un nouveau premier ministre.

Le 12 janvier, avec leur démission, les ministres de l'opposition ont fait chuter le gouvernement. Une des bizarreries de ce pays : malgré la constitution d'un gouvernement d'union nationale au printemps 2008, on continue de parler de majorité et d'opposition. Dans le premier camp, le premier ministre Saad Hariri et la majorité de la communauté sunnite ainsi qu'Amine Gemayel et Samir Geagea représentent une moitié environ des chrétiens ; dans le second, le Hezbollah et Amal mobilisent l'ensemble, ou presque, des chiites et le général Michel Aoun est soutenu par l'autre moitié des chrétiens – cette division des chrétiens, qui rend difficile un discours simpliste sur la menace du Hezbollah, est souvent oubliée dans les médias (lire Nicolas Dot-Pouillard, « [Révolution chez les chrétiens du Liban](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 2009).

La majorité peut aligner 55 députés, l'opposition 57 et, au centre, si l'on peut dire, le bloc dirigé par Walid Joumblatt du Parti socialiste progressiste, leader druze, naguère allié à Hariri et qui a pris ses distances, s'est rapproché à la fois du Hezbollah et de la Syrie. Sa position déterminera l'issue de la crise actuelle. Il compte 11 députés. Si l'on ajoute quelques indépendants, on atteint le nombre de 128 élus.

Après une longue crise, déjà, qui avait débouché en mai 2008 sur la prise de contrôle militaire par le Hezbollah et ses alliés de Beyrouth, des accords négociés à Doha (Qatar) avaient permis de constituer ce gouvernement d'union nationale. (Lire « [Une semaine qui a ébranlé le Liban](#) », *Le Monde diplomatique*, juin 2008). Celui-ci a survécu, cahin-caha, y compris aux [élections de juin 2009 perdues par l'opposition](#), qui avait toutefois obtenu plus de voix que la majorité.

Mais il n'a pas résisté aux rumeurs qui courent depuis plusieurs mois, et qui disaient que le procureur général du Tribunal spécial sur le Liban (TSL) sur l'affaire Hariri allait demander l'inculpation de membres du Hezbollah. Le 31 mars 2010, Hassan [Nasrallah](#), le secrétaire général du Hezbollah, révélait que des adhérents de son parti avaient été entendus par le procureur, mais à simple titre de témoins (« [Nasrallah, le Hezbollah et l'assassinat de Rafic Hariri](#) »). C'est le 16 juillet que le même explique, dans un discours, que Saad Hariri l'a informé que des adhérents de son parti seraient inculpés par le TSL. Désormais, la stratégie du Hezbollah comme celle de l'opposition va être de demander au gouvernement de dénoncer les accords liant le Liban et les Nations unies sur le TSL, d'arrêter son financement, de retirer les juges libanais qui y siègent.

Des tentatives de médiation syro-saoudienne durant la seconde moitié de 2010 ne déboucheront pas, les positions des deux camps se révélant inconciliables sur le TSL. L'opposition exige désormais que le gouvernement qui sera constitué rompe avec le tribunal. Appuyée par la Syrie, réussira-t-elle ?

Pour le Hezbollah, comme pour la Syrie, l'enjeu dépasse largement le Liban. Le TSL, dont l'enquête serait « politisée » – et nul ne peut nier qu'elle l'a été, comme le prouve l'affaire dite des « faux témoins » (qui avaient mis en cause, dès le lendemain de l'attentat contre Hariri des responsables syriens) –, participe d'un complot visant à affaiblir la résistance et ses alliés, à la priver de ses armes, à la discréditer. Son analyse s'inscrit dans un cadre régional d'affrontement avec Israël et les Etats-Unis.

C'est aussi, paradoxalement, l'analyse de l'actuelle administration américaine, qui continue à considérer le Hezbollah comme une organisation terroriste et à vouloir l'affaiblir à tout prix. Nombre d'analystes au Liban pensent que Washington a contribué à l'échec de la médiation syro-saoudienne en poussant Hariri à maintenir un soutien fort au tribunal. [2]

Dans ce contexte, le compromis semble difficile. Nasrallah doit parler le 16 janvier au soir et on en saura sans doute plus.

Une nouvelle fois, il apparaît que les enjeux libanais dépassent largement les frontières de ce pays et que, tant que l'affrontement avec Israël perdurera et que la Palestine restera occupée, le Liban a peu de chances de connaître autre chose que des trêves et de pouvoir décider seul de son sort.

#### Notes

[1] Un lecteur a donné la citation exacte et je l'en remercie : Le poème arabe dont parle Alain Gresh est "La Volonté de vivre" du poète tunisien Abû al-Qâsim al-Châbbî, un des plus grands poètes du monde arabe et qui pourtant est mort à l'âge de 25 ans. "Lorsqu'un jour le peuple veut vivre Force est pour le destin de répondre Force est pour les ténèbres de se dissiper Force est pour les chaînes de se briser".

[2] L'histoire de la commission d'enquête et du tribunal, de sa politisation, de sa manipulation, dépasse le cadre de cet envoi, au-delà même de savoir pourquoi [on juge certains criminels et pas d'autres](#).

16 janvier

Source : [Les blogs du Diplo](#)

<http://blog.mondediplo.net/...>

---

## 3-4 Yahia Gouasmi : Compte à rebours avant une nouvelle guerre...

15 janvier

Après la démission de ses ministres membres du Hezbollah, le Liban se retrouve sans Le prétendu *Tribunal Spécial pour le Liban* (TSL), chargé d'enquêter sur l'attentat qui a coûté la vie à l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, s'apprêterait à accuser injustement la Résistance libanaise et son principal parti (le Hezbollah) d'en être responsables. L'enquête de ce « tribunal » créé de toutes pièces par le Conseil de Sécurité (ONU), lequel se refuse systématiquement à condamner Israël et ses multiples agressions dans la région, fut entièrement orientée. Les nombreux indices, témoignages et preuves mettant en cause l'entité sioniste et l'Occident ont été ignorés.

L'objectif du sionisme est clair : criminaliser un des principaux partis de la coalition gouvernementale libanaise, pour tenter de l'isoler avant de le détruire. Une telle manœuvre permettrait, en passant, d'accuser la Syrie et l'Iran d'être derrière l'attentat, et d'accentuer toutes les pressions à leur encontre au nom du « droit international », devenu désormais synonyme de « droit américano-sioniste ».

Israël et les protecteurs à son service, tels que Barack Obama et Nicolas Sarkozy, n'ont par ailleurs jamais admis l'existence d'un véritable parti libanais de la Résistance, le Hezbollah. Ce dernier a su dépasser son cadre communautaire et confessionnel, permettant ainsi une unité nationale groupant les autres communautés libanaises, Chrétiens y compris (le général Michel Aoun, par exemple). Cela est insupportable à Tel Aviv, qui pense pouvoir composer les gouvernements libanais à sa guise, profitant des divisions qu'il sait si bien créer. Il n'est pas impossible que les attentats anti-Chrétiens de Bagdad et d'Alexandrie, dont l'origine fait de moins en moins de doute (à savoir le Mossad, les services secrets israéliens), n'aient été qu'une mise en condition de l'opinion publique occidentale, avant que d'autres attentats plus graves touchant des communautés religieuses soient perpétrés en terre libanaise. L'expression de Nicolas Sarkozy, craignant « *une épuration religieuse* » au Moyen-Orient, se trouverait alors justifiée... La participation militaire de la France, aux côtés d'Israël et des USA, serait ainsi présentée comme une opération humanitaire destinée à protéger les Chrétiens d'Orient. Seraient-ce là que des hypothèses ? Peut-être, mais un passé récent nous a appris à qui profitent des expressions répétées mille fois, comme « *purification ethnique* », « *purification religieuse* », « *armes de destruction massive* », etc. Hier, le 14 janvier 2011, Israël a rappelé ses réservistes et a réuni son conseil de guerre, se préparant à une éventuelle offensive contre le Liban.

Récemment, un autre élément a été officiellement reconnu par l'entité sioniste. D'importantes nappes pétrolières offshore ont en effet été découvertes, dont une partie se trouve dans l'espace maritime libanais, ainsi qu'au large de Gaza. Tel Aviv a déjà fait savoir que la totalité de ces nappes off shore (et celles à venir) lui appartenaient... Cette décision exclut donc le Liban, sans parler de la population de Gaza, de l'exploitation des richesses de ce que l'on appelle déjà le « Bassin du Levant ». Les États-Unis soutiennent entièrement Israël, et des compagnies américaines ont commencé les travaux de forages avec les compagnies sionistes.

La crise gouvernementale libanaise peut trouver une solution strictement nationale, si les différentes composantes du Liban savent rester unies. Mais surtout, ces composantes ne doivent croire en aucune promesse de « médiation » ou autres bonnes paroles venant du gouvernement français, aux ordres de Tel Aviv. On se souvient encore du véritable rôle de Nicolas Sarkozy lors de l'agression sioniste contre la population civile de Gaza. Sous couvert de « voyages diplomatiques », il donnait en réalité du temps à Israël afin qu'il puisse poursuivre ses destructions. Il ne serait pas exclu qu'un rôle semblable, en cas de conflit à venir au Liban, lui ait été donné par Benyamin Netanyahu et Barack Obama.

Yahia Gouasmi

Président du Parti Anti Sioniste

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19